Recherche Sans Frontières
RSF
Research Without Borders

Geneva Call
Appel de Genève

Rapport narratif synthèse des activités mensuelles du PI Mois de septembr2024

Informations générales					
Partenaire d'implantation :		RECHERCHE SANS FRONTIERE/RESEARCH WITHOUT BORDER « RSF-RDC »			
Période du rapport :		Septembre 2024			
Date de l'activité :		1er au 30 Septembre 2024			
Axe :		Territoire :		Type de bénéficiaire :	
Sake-Pinga-Nyabyondo-Mweso		MASISI ET WALIKALE		Les autorités locales, les leaders communautaires, Les autochtones et les déplacés	
Zone de santé	Lieu/localité/village	Nombre de bénéficiaires atteints par l'activité			Groupe (e) d'influence/contrôle de la zone
		Homme	Femmes	Total	
Mweso, Pinga, Kirotche, Masisi	Kishondja, Birere 1, Mweso centre, Bushimoo, Katanga, Nkasa, Nzulo	107	80	187	Mweso : M23, APCLS Pinga : NDC-R, APCLS, PNC, AUDITORAT MILITAIRE Nyabyondo : APCLS Sake : APCLS et VDP, FARDC, M23

Information sur l'activité réalisée		
Thématique concernée	Type de bénéficiaires	Groupe cible
Notion sur le DIH, l'interdiction des violences sexuelles et basées sur le genre ainsi que la protection des missions éducatives pendant les conflits armés	Les autorités locales, les leaders communautaires, Les autochtones et les déplacés	Les hommes et les femmes
Description de l'activité	Résultats atteints	Recommandations/commentaires
Diffusion de l'émission sur les lignes directrices pour la protection des écoles et universités pendant les conflits armés et sur la protection des enfants pendant la période des conflits armées	L'enregistrement de 2 émissions a été fait. L'un a porté sur les lignes directrices pour la protection des écoles et des universités pendant la période des conflits armés, et l'autre sur la protection des enfants pendant la période des conflits armés. Ces émissions ont été facilitées par l'animatrice de la radio GO FM. Ces émissions ont été diffusées à la radio communautaire Bakumbule de Mpety sur une fréquence de 2 fois par semaine matin et soir. Cette radio a été sélectionnée car elle est la seule qui est écouté dans la partie Walikale et Masisi (Axe Kalembe-Pinga) et dans le Masisi Nord (Zone de santé de Mweso) car bon nombre des radios qui jadis fonctionnés dans cette partie du territoire ne sont plus fonctionnelle suite à la crise M23 ; Les émissions ont contribué pour que la sensibilisation atteigne un large public ; elle a aussi permis à la communauté d'acquérir des connaissances sur le DIH et la	Encourager la participation des auditeurs en posant des questions ou partager leurs témoignages Faire passer le message sous forme des théâtres pour captiver l'attention des auditeurs Renforcer le cadre de partenariat avec les radios communautaires pour vulgariser les messages clés du projet dans les différentes zones du projet tout en multipliant les nombres des émissions radios diffusées ainsi que des Spots.

	protection des missions éducatives pendant les conflits armés	
Sensibiliser la population sur le DIH (Droit International Humanitaire) Message clés : Non aux violences sexuelles et basées sur le genre pendant les conflits armés Protégeons les civils et leurs biens pendant les conflits armés Protégeons les missions éducatives pendant les conflits armés	4 séances de sensibilisations communautaires ont été organisées dans 4 axes : Mweso (Mweso centre), Pinga (Bushimoo, katanga, Nkasa), Nyabyondo (kishondja, birere 1) , et Sake (Nzulo). Au total 187 personnes ont été sensibilisées dont 107 hommes/Garçons et 80 femmes/filles. Malgré l'absence des brochures et des affiches nous avons réussi à faire passer le message; La participation des autorités locales a permis de renforcer la confiance de la population envers les institutions publiques La population sensibilisée s'est engagée à dénoncer les cas des violations du DIH commises par les GAAD dans les zones ciblées La population s'est engagée à collaborer avec les acteurs humanitaires pendant cette période des conflits armés	Organiser des formations continues en faveur des membres de la communauté pour qu'ils deviennent des paires éducateurs du DIH dans les zones ; Organisation des séances de sensibilisation de masse pour atteindre un grand nombre de la population, -Intensifier la vulgarisation du DIH dans les zones pour la protection de civiles et leurs biens en mettant l'accent sur la sensibilisation des GAAD pour réduire les cas des violations commises par eux -Utiliser les supports visuels (affiches, brochures) pour les prochaines séances de sensibilisation
Installation des boites à suggestion et sensibilisation sur leur utilisation, collecte et compilation des informations déposées par les bénéficiaires	8 boites à suggestions ont été installées dans les 4 zones (Mweso, Pinga, Nyabyondo, Sake) et une sensibilisation a été faite sur l'importance des boites à suggestion et la manière de les utiliser pour assurer une bonne gestion de celles-ci La population sensibilisée s'est engagée à briser le silence et avoir le courage de dénoncer les cas des violations commises par les GAAD et partager toutes les informations pertinentes. Dans la boite à suggestion installée à Pinga, une information a été collectée, selon laquelle La prison de l'APCLS à BUSHIMOO à NDALAIRE (actuel BUSHAHO) cause des ennuis à la population civile. La prison est INHUMAINE car c'est un cachot d'au moins plus d'un mettre (1M) de Hauteur, 2M de longueur et 2M de Largeur, contenant de l'eau, sans toiture, et donc les prisonniers y passent toute nuit étant débout, Mais qui, parfois entasse plus de 5 personnes.	faire une évaluation régulière pour permettre d'identifier les points forts et points faibles et apporter les ajustements garantir l'anonymat et la sécurité pour les personnes qui signalent des violations Contacter le commandant d'APCLS en lui rappelant sur les droits de prisonniers ainsi que sur le DIH afin de respecter les principes.
Monitorer les pratiques des GAAD par rapport au respect du DIH et du DIDH dans les zones	Pour ce mois, nous avons documentés les cas suivants :	Assurer la sécurité des victimes et des témoins tout

	Le pillage des vaches appartenant à la population par un groupe armé non identifié aux alentours de Kitshanga. Dans la période du 25 au 27 septembre 2024 dans l'axe masisi, il y'a eu des affrontements entre le M23, d'autres groupes armés et les FARDC malgré la mesure du cessez-le-feu, En date du 16/09/2024, à Pinga/bushimoo, le commandant de la PNC/S-CIAT Bushimoo s'est permis de laisser un civil sillonner avec son arme ce qui a été à la base d'une trouble dans cette zone, En date du 26/09/2024, à Pinga BUSHIMOO, des présumés éléments d'APCLS ont commis une arrestation arbitraire d'un agent de la DGI sous prétexte du Salongo organisé par la Communauté.	au long du processus de collecte des informations. Développer un outil (Kobo Collect) sécurisé pour stocker et partager les informations lié au monitoring de protection dans les zones du projet
De la mission de supervision dans les zones du projet	Une mission a été organisée dans l'axe Sake-Masisi centre-Nyabyondo dans le cadre de présentation de civilités ainsi que de l'induction de l'animateur terrain recruté à Nyabyondo pour la mise en œuvre du projet dans l'axe Masisi-Nyabyondo-Lukzeti.	Il a été recommandé d'élargir les interventions dans les axes Buabo, Kaandja car ses zones restes isolées et les GAADs qui y opèrent comètes des violations et abus parfois non rapportés par la population civile qui n'ont pas de notion sur la thématique (DIH)

Analyse synthèse de la situation (Sécuritaire, Humanitaire, économique, Sociale, etc.)

Situation sécuritaire : Masisi et Walikale, deux territoires qui, depuis un long moment demeure dans une instabilité sécuritaire profonde. Cette situation est caractérisée par la présence de multiples groupes armés, des affrontements récurrents, des violations des droits de l'homme et des déplacements massifs de populations ; La région est remplie de groupes armés locaux et étrangers, dont les motivations sont multiples, telles que : le contrôle des ressources naturelles (minerais), défense des communautés, idéologie politique, etc. Ces groupes s'affrontent entre eux ou attaquent les civils, créant un climat d'insécurité permanent. L'État congolais a du mal à faire appliquer son autorité dans certaines régions contrôlées par les rebelles, ce qui laisse le champ libre aux groupes armés. Pour ces mois d'Aout et Septembre qui constitue l'objet de notre rapport, plusieurs incidents de protection ont été enregistrés dont nous pouvons cités les braquages et enlèvements, des extorsions, des coups et blessures et de meurtres, des VBG Les présumés principaux auteurs de ces violations sont des Nyatura ainsi que les bandits armés non identifiés dans la partie Masisi Sud ainsi que les terrorristes RDF/M23/AFC et les groupes locaux (VDP) dans la partie Masisi Nord (précisement dans la zone de santé de Mweso).

Depuis le début de l'année, au moins neuf incidents ciblant les humanitaires ont été recensés dans le territoire de Masisi, notamment sur l'axe Sake-Kimoka. De plus, un groupe armé (M23/RDF/AFC) avait exigé aux ONG d'obtenir une accréditation avant toute opération dans les territoires sous son contrôle moyennant dix (10$) mais pour le moment les frais exigés pour l'enregistrement des ONGs afin d'intervenir est à 30$ (Trente dollars américain).

De nouveaux affrontements ont été signalés entre le 20 et le 25 août 2024. Ces affrontements entre les FARDC et un groupe armé et autorité de facto (Nyatura et APCLS) le long des axes Kisuma-Kaniro et Lushebero-Muheto, zone de santé de Masisi, se sont propagés dans plusieurs coins. Plusieurs zones sont en situation critique à l'instant suite aux incidents (braquage, arrestations arbitraires, pillages, extorsions, viols, meurtres, …) qui ont accrues au cours de ce cette période à cause de l'activisme des groupes et/ou bandits armés presque partout dans le territoire de Masisi et Rutshuru

Dans certains endroits actuellement (Masisi Sud et Walikale), la situation sécuritaire est relativement stable toutefois, une grande inquiétude s'observe au sein de la population qui redoute la reprise des affrontements entre les FARDC, le M23 et les autres groupes armés disséminés aux alentours de la zone dans la partie Masisi Nord et Rutshuru).

Situation humanitaire : L'accès humanitaire est surtout accordé aux actions humanitaires liées aux urgences et au développement, ce qui limite certaines interventions pour les projets en rapport avec la protection communautaire, Les zones sous contrôle des groupes armés et autorité de facto sont souvent inaccessibles aux humanitaires, limitant ainsi la portée de l'aide. Les convois humanitaires peuvent être attaqués, les travailleurs humanitaires kidnappés ou menacés, ce qui crée un climat d'insécurité et dissuade les organisations d'intervenir. Les procédures administratives complexes et les exigences sécuritaires peuvent ralentir considérablement l'acheminement de l'aide. Les besoins humanitaires sont immenses et les ressources financières limitées, ce qui oblige les organisations à faire des choix difficiles et à prioriser certaines interventions.

Les conséquences de ces difficultés sont graves :

Retards dans les interventions : les communautés attendent souvent des semaines, voire des mois, avant de recevoir une aide humanitaire.

Sous-couverture des besoins : De nombreuses personnes n'ont pas accès aux services essentiels tels que la nourriture, l'eau, les soins de santé et l'éducation et la protection,

Dégradation des conditions de vie : L'absence d'aide humanitaire aggrave les souffrances des populations et favorise la propagation de maladies. Toutefois, certaines organisations internationales et nationales apportent leurs aides à la population déplacée et retournés de guerre dans les deux territoires (Masisi et Walikale) à l'occurrence MSF France, DCA, Handicap International, Graines, Caritas, Epers Suisse, Croix-Rouge, RSF, Geneva Call pour citer que cela. Néanmoins un Gap est observé dans plusieurs secteurs comme VBG, Protection de l'enfance, sécurité alimentaire, Abris, AME, WASH et consolidation de la paix d'où la nécessité d'un plaidoyer pour les interventions ciblant ces secteurs pour sauver de vies de déplacés et retournés de guerre. Signalons, que l'ONG DCA était refusé par les communautés locales dans l'axe Pinga suite à leurs interventions qui semblent être insignifiant et ne répondant pas aux attentes de la communauté, suite à leurs plaidoyers, ils continuent à travailler mais sans assurance et avec un risque élevé d'exposition. Pour chuter dans ce paragraphe, actuellement, les terroristes M23/RDF exigent à tous les partenaires qui veulent intervenir dans leurs zones de présentés en premier toutes documentations du projet (narratif du projet, le budget, cadre logique etc).

Du point de vie sociale : Les tensions entre communautés, souvent liées aux les ressources, et entraine les violences dans la communauté. il s'observe un traumatisme et une psychose au sein de la population craignant les incarcérations et les violences de la part des groupes pour les dénonciations calomnieuses, les soupçons et les règlements de compte par les membres de la communauté.

De même les membres de certaines communautés ethniques sont parfois soupçonnés de complicité avec tel ou tel groupe armé et autorité de Facto. Pareilles attitudes ne favorisent pas la coexistence pacifique et la cohésion sociale et engendrent des frustrations et des conflits dans la communauté. Des tensions en répétitif entre les agriculteurs et les éleveurs ont été observé suite à la divagation des bêtes. Les cas des pillages des produits dans les champs par les GAAD, De nombreuses familles ont été séparées lors des déplacements, ce qui a des conséquences psychologiques importantes, notamment pour les enfants. Egalement, des problèmes de non rapprochement communautaire entre les retournés et les familles d'accueils (ce qui n'avait pas fui la guerre) suite aux règlements de compte. Certaines s'auto accuse de vols et pillages ce qui est à la base de méfiance surtout dans la partie Masisi Nord et Rutshuru dans le groupement Bishusha et Bukombo situé aux alentours de la Cité de Kitshanga.

Du point de vue économique : l'imposition des taxes par des GAAD affectent négativement l'économie de la population dans les axes Sake- Masisi centre-Nyabyondo- Lukweti-Mutongo-Pinga et dans l'axe Sake-Kilolirwe-Kitshanga-Mweso-Kalembe-Pinga ce derniers temps. La destruction des infrastructures comme les routes, les ponts, essentielles au développement économique sont déjà endommagés. Les affrontements ont entraîné des déplacements massifs de population, perturbant les activités agricoles et commerciales. L'accès aux terres cultivables a été restreint, limitant ainsi la production agricole et aggravant l'insécurité alimentaire, une pénurie de nourriture et une hausse des prix des produits alimentaires. La population est de plus en plus pauvre, dépendante de l'aide humanitaire et contrainte à adopter des stratégies de survie à court terme Les conflits ont encouragé l'exploitation illégale des ressources naturelles, telles que les minerais, au détriment des communautés locales.

Le manque d'accès aux champs suite aux affrontements multiples, une contrainte majeure : est l'une des principales causes de la vulnérabilité économique des populations de Masisi.et dans une partie de Walikale. L'occupation des terres par les groupes armés, Les groupes armés occupent souvent les terres fertiles, empêchant les populations de les cultiver.

Par ailleurs, la coupure du pot de Midjedje, reliant le territoire de Masisi et walikale à un impact négatif sur l'économie de la population qui a difficile d'écouler leurs produits aux marchés locaux. Pour le moment, il n'y a pas circulation de monnaie dans les Masisi Sud (Axe Masisi- nyabyondo) et Masisi Nord (Axe Sake-Mweso-Kitshanga) bien que la population locales ont produits pour cette saison suite à la recrudescence de la crise M23.

Analyse d'incidents de violation du DIH (possibilité d'écrire au verso de la page si nécessaire)

Dans ce mois de septembre, il s'observe le non-respect du Droit International Humanitaire ce qui s'expliquerait par les données ci-après :Le braquage, arrestations arbitraires, pillages, extorsions, viols, meurtres, qui ont accrues au cours de cette période à cause de l'activisme des groupes armés et autorité de facto et/ou bandits armés presque partout dans le territoire de Masisi et Walikale (Mubambiro-Sake-Kitshanga-nyabyondo-Mweso-Pinga) et la partie Rutshuru (Tongo, Bukombo, Bambo et Kibirizi). Dans l'axe Goma-Sake, les personnes déplacées sont plus affectés par ces violations des principes de la guerre et dans les zones sous contrôle du M23/RDF, d'où un accent particulier est envisageable dans ces zones afin de rappeler les parties prenantes (les GAADS, FARDC, les comités de gestions de sites PDIs, ainsi que les responsables de M23/RDF/AFC sur le Droit International Humanitaire.

Synthèse sur la perception des communautés sur les GAADs (soyez précis et concis)

Les actions des groupes armés et Autorités de Facto: Les populations qui ont été victimes d'abus, de violences ou d'extorsions par des groupes armés ont naturellement une perception négative de ces derniers. En revanche, celles qui ont bénéficié de certains services ou d'une protection de la part de ces groupes ont une perception plus nuancée. Les groupes armés sont perçus comme une source de peur et d'insécurité ce dernier temps, en particulier dans les tronçons routiers de Sake-Kitshanga-Mweso en territoire de Masisi où ils sont actifs et commentant plusieurs exactions comme vols, pillages, viols, braquages etc. Mais également les populations sont parfois méfiantes envers les groupes armés, en raison de leurs actes violents et de leurs motivations souvent obscures. Dans certains endroits la population soutiennent les groupes armés, ils perçoivent ces derniers comme des défenseurs et sauveur de la population dans cette crise M23

Recommandations/suggestions de l'IP et/ou des bénéficiaires

Eu égard à ce qui précède, nos recommandations sont formulées de la manière suivante :

Organiser des formations continues en faveur des membres de la communauté pour qu'ils deviennent des paires éducatrices du Droit International Humanitaire dans les zones du projet,

Renforcer la Capacité des GAAD et forces de l'ordre (FARDC, ANR, PNC) de l'axe Mugunga-Sake sur le droit International humanitaire (DIH) et le Droit International de droit de l'homme (DIDH) ainsi que la Résolution 1612 et 1325 afin de réduire les problèmes des Violations ainsi que de renforcer la protection de civiles et leurs biens dans ses entités,

Multiplier les séances de sensibilisations sur le DIH et DIDH aux alentours du site des déplacés tout en ciblant les comités directeurs des sites, les autorités locales et leaders communautaires ainsi que les acteurs de la société civiles aux tours de Goma afin de renforcé la protection de personnes déplacés et orienter leurs plaidoyers aux décideurs pour un changement positif dans les respects de principes du DIH dans cette période de crise,

Plaider au gouvernement de renforcer la sécurité dans la route Sake-Mushaki et Sake- Kimoka pour la protection de la population civile et faciliter l'accès aux humanitaires qui ne cessent d'apporter l'aide aux personnes touchées par la guerre dans les territoires de Masisi et Walikale,

Plaider au gouvernement provincial et acteurs humanitaires pour la réhabilitation et construction de pot de Midjedje qui limite les interventions humanitaire dans la zone de santé de Pinga,

Que Geneva Call disponibilise aux partenaires les affiches, dépliants, brochures portant de messages clés de sensibilisation à vulgariser dans les différentes zones ciblées pour les prochaines sessions de sensibilisation prévues pour ce mois d'octobre 2024.

Quelques Image s Photos



Figure 2 Sur cette Image, nous voyons le Responsable d'Activité de RSF qui explique aux participant à la session de sensibilisation sur le DIH à Nzulo les questions à répondre dans le travail en carrefour dans les cadres de collectés leurs avis sur l'aperçu du DIH dans leurs zones.



Figure 1. Les participants en pleine travaille en carrefour pour donner leurs avis et opinions sur le DIH et DIDH dans leur zones après sensibilisation communautaire à Nzulo dans le territoire de Masisi




Figure 3 et 4. Les participants en pleine travaille en carrefour après sensibilisation communautaire sur le DIH et DIDH




Figure 5 et 6, l'ima à gauche, une photo de famille après la campagne de sensibilisation tenue à Mweso/Bukama et l'image à droite une salle pleine de participants qui ont participés dans la campagne de sensibilisation sur le DIH et DIDH à Mweso en territoire de Masisi.




Figure 7 et 8. Ces deux images, nous illustrent l'animateur de RSF basé à Pinga avec les autorités venus de trois villages (Pinga Nkasa, Pinga Bushimoo et Pinga Katanga) dans les territoires de Masisi et Walikale en train de les expliqués les biens fondés du projet ainsi que les sensibilisées sur le DIH et DIDH.




Figure 4 et 9, nous montrent les participants qui ont pris part à notre session de sensibilisation tenue à Nyabyondo précisement à Kishondja sur le DIH et l'interdiction de violences fondée sur le genre dans le territoire de Masisi.











Commentaires : Ces images nous illustrent les participants en pleine séance de sensibilisation sur le Droit International Humanitaire et l'Interdiction de Violences sexuelles basées sur le genre pendant les conflits armés. L'image 1 à Gauche, un jeune garçons de Nzulo entrain de partagé son expérience sur la thématique, l'image 2 à droite, les participants en focus group pendant le travail en carrefour sur l'identification de violations du DIH dans leurs zones, l'image 3 et 4, les participants et les facilitateurs en pleine séance et l'image 5, la photo en famille après sensibilisation.

Planning Octobre et Novembre 2024

N°	Activités Prévues	Période de mise en œuvre							
		Octobre 2024				Novembre 2024			
		S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
1	identifier les nouveaux GAAD et faciliter leurs contacts préliminaires avec Appel de Genève dans les zones sous contrôle et influence des GAAD ;	X	X						
2	Monitorer les pratiques des GAAD par rapport au respect du DIH et du DIDH dans la zone d'intervention affecté au partenaire	X	X	X	X	X	X	X	X
3	évaluer l'impact des GAAD sur la situation humanitaire, par exemple, collecter des informations sur les attaques contre les écoles, et institutions médicales, et de rapporter toutes informations concernant les attaques contre ces institutions publiques, dans les zones contrôlées et sous influences des GAAD			X				X	
4	Organiser des sessions mensuelles de sensibilisation des communautés / Sensibiliser les communautés à l'utilisation des boites à suggestion, collecter et compiler les informations déposées dedans par les bénéficiaires / cadre d'échange et dialogue communautaire sur le DIH		X		X		X		X
5	Animer 2 émissions radio diffusées sur le DIH	X		X					
6	Mission de supervision des activités sur le terrain				X			X	
7	Réunion de coordination mensuelle avec GC				X				X

Fait à Goma, le 4 Septembre 2024.

Pour Recherche Sans Frontières

La Direction Exécutive